Cahiers Congolais de Sociologie - N° 40 - Octobre 2019

Dispositions du potentiel entrepreneurial chez les étudiants congolais en Sciences Sociales

DISPOSITIONS DU POTENTIEL ENTREPRENEURIAL CHEZ LES ETUDIANTS CONGOLAIS EN SCIENCES SOCIALES Par Ferdinand SILUMPUNISA NDOMBELE N'KEZI Résumé La RDC est un pays à fort taux de chômage. La promotion de la création d'entreprises par les jeunes eux-mêmes est l'une des solutions pour multiplier les emplois et réduire ainsi conséquemment le chômage. Aussi, l'éducation constitue-t-elle un des atouts à faire valoir parmi les facteurs déterminant du succès des jeunes dans la voie entrepreneuriale. La présente étude se préoccupe d'analyser la corrélation entre la formation universitaire et l'esprit d'entreprendre. Introduction Dans certains pays, une forte croissance de la population active conduit à ce que les démographes appellent « dividende démographique », une baisse mécanique des dépenses consacrées à la population dépendante, libérant ainsi des ressources pour le développement économique. Pourtant, d'après les spécialistes, l'Afrique est un continent qui connaitra la plus forte croissance de la population active durant les quinze prochaines années. Ils parlent de 60% de jeunes Africains qui seraient sans emploi et chaque année, plus de 10 millions de jeunes actifs entreront sur le marché du travail (CLEMENÇOT, J., 2016 : 126-128). En République Démocratique du Congo, ces chiffres deviennent particulièrement frappants et même alarmants. Certains documents situent les seuils de chômage jusqu'à 80%. A ce propos, Muayila Kabibu (2004 : 374-397, 381) note qu'en RDC, l'emploi représentait 2% de la population totale en 2001. Mais depuis lors, la situation ne s'est guère améliorée ; au contraire, elle va de mal en pi jusqu'à ce jour. Là ou certains pays parlent du plein emploi, on devrait plutôt parler du « plein chômage ou du chômage plein » dans ce pays. Des milliers de jeunes Congolais qui sortent de l'université ne sont quasiment pas ou sont peu absorbés par le marché du travail. Cela signifie, en d'autres termes, que plus longtemps on a étudié, moins on a la chance de trouver un emploi. L'incapacité du gouvernement et du secteur privé à satisfaire leurs attentes pourrait être aussi source d'instabilité politique et sociale du pays. Pour un nombre grandissant d'acteurs politiques, la promotion de la création d'entreprise par les jeunes eux-mêmes apparait comme une solution pour multiplier les emplois nécessaires et lutter ainsi contre le chômage en le réduisant conséquemment afin de bénéficier de ce dividende démographique. Ces demandes sociales émanent également des professeurs, des étudiants et d'autres corps sociaux. Parmi les professeurs, il y a Masaki (2005 : 266-290) qui a fustigé la politique du rationnement de l'emploi et celle du partage du temps de travail qui ne sont que des solutions précaires. Bongeli (2015) est, lui, revenu à la charge avec un titre tout aussi évocateur que provocateur d'un débat de fond : l'enseignement congolais produit des cerveaux inutiles ? Les étudiants, quant à eux, se posent souvent la question de connaitre leur sort après leurs études dans un pays ou les emplois sont devenus une denrée rare. La sociologie, particulièrement la sociologie du travail, par sa tradition, se présente comme étant à l'écoute des demandes sociales. Ainsi, le projet qui a façonné les contours de ces demandes sociales en travail de recherche scientifique cherchait à trouver les voies et moyens de satisfaire cette exigence sociale. Celle-ci, bien que clairement focalisée sur l'apologie de l'entrepreneuriat, est, pourtant, un vaste champ dont l'esprit d'entreprendre n'est qu'un des éléments constitutifs sur lequel nous nous attachons car « il constitue un substrat à partir duquel peut naître une intention de

création d'entreprise » (BRANCHET, B., CASAGRANDE, A., ARLOTTE, J, et alii, 2009 : 1, 25). Les étudiants qui sont des créateurs potentiels d'entreprises ont besoin de voir leur potentiel entrepreneurial se développer. Celui-ci prend le sens d'un ensemble de ressources personnelles (connaissances, expériences, compétences, relations, aptitudes) utiles pour l'action entrepreneuriale (FAYOLLE, A., 2004). On peut comprendre, dès lors, que l'éducation constitue un des atouts à faire valoir parmi les facteurs déterminants du succès des jeunes dans la voie entrepreneuriale. Plusieurs auteurs ont souligné le lien entre l'éducation et l'entrepreunariat, parmi lesquels Auto, E., et al. (1997), Bumba Monga Ngoy (2014). Pour ce faire, les systèmes éducatifs Congolais, particulièrement ceux liés à l'éducation supérieure et universitaire, doivent faire face à un immense défi en matière de stimulation et de transmission des capacités entrepreneuriales dans les cursus des étudiants. Comprendre les conditions pour faire face à un tel défi a constitué la préoccupation principale de cette étude. Il s'agit de décrire et d'expliquer, dans un contexte de l'enseignement entrepreneurial et de la formation universitaire, cette phase capitale du processus entrepreneurial en amont. En d'autres termes, on s'attèle à étudier le lien qui existe entre esprit d'entreprendre et les filières d'étude chez les étudiants Congolais, particulièrement ceux des sciences sociales. On est de la sorte à la recherche de ce que l'enseignement, à travers ses programmes de formation, peut transmettre à l'étudiant pour en faire son propre patron demain. Après cette contextualisation de la problématique, nous allons essayer de la replacer à la fois au sein d'un cadre du modèle des dimensions sociales de l'entrepreneuriat, celui du comportement planifie de L. Ajzen et celui de constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu. Ensuite, nous allons exposer l'approche méthodologique qui a guidé la présente recherche avant d'en présenter les résultats à la lumière de ces paradigmes, tout en s'appuyant sur la technique de khi-deux en ce qui concerne le traitement des données pour découvrir la corrélation pouvant exister entre les filières d'étude et l'esprit d'entreprendre. Nous allons enfin conclure ce travail en mettant en perspective les résultats obtenus. THEORIES EXPLICATIVES Théorie de comportement planifié Dans l'interaction avec le milieu sociétal, l'individu n'est pas inactif, il est acteur, et semble avoir la capacité de réguler lui-même certains événements. Toutefois, pour plusieurs types d'actions, l'autorégulation rationnelle des processus intentionnels semble difficile sinon impossible. La théorie de l'action raisonnée (TAR) est fondée sur le fait que la plupart des comportements humains sont rationnels, c'est-à-dire totalement sous le contrôle de la personne. Les individus tiennent compte de l'information en provenance de l'environnement, affirment Fishbein et Ajzen (1975) et ils possèdent toujours un minimum d'information leur permettant d'avoir une idée précise quant à la réalisation ou non d'un comportement donné. Ainsi, la théorie de l'action rationnée (TAR) a été élargie donnant naissance à la théorie de comportement planifié (TCP) d'Ajzen dont les bases conceptuelles restent les mêmes mais vont au-delà du contrôle total et raisonné du comportement individuel. La définition opérationnelle des variables de la TCP se présente comme suit: Fig.1 : Illustration schématique de TAR et TCP

Comportement

Source : Ajzen ; Op.cit., P.182., cité par Branchet, B., Op.cit., p. 5 Légende : Les

flèches de lignes droites expriment les Relations théoriques postulées entre les variables, La flèche en pointillé indique l'effet de la perception de contrôle sur les compétences lorsque celui-ci n'est pas volitif, Les attitudes envers le comportement ainsi que les normes subjectives font partie du modèle de la théorie de l'action raisonnée, Ce modèle de l'action raisonnée est enrichi par le contrôle perçu pour arriver au modèle de la théorie du comportement planifié. Dans le cadre des théories de l'action raisonnée et du comportement planifié, le comportement est défini comme étant le résultat de plusieurs actions et des facteurs qui influencent ces résultats. Il peut être rapproché, dans le sens de Guy Rocher (1968 : 204), au terme d'action c'est-à-dire toute conduite humaine, individuelle ou collective, consciente ou inconsciente. Dans leur sens le plus large, action et conduite humaine incluant aussi bien les comportements extérieurement observables que les pensées, les sentiments, les aspirations, les désirs, etc. L'intention, comme déterminant immédiat du comportement de création d'entreprise, agit comme médiateur pour l'ensemble des variables de la théorie. Fishbein et Ajzen (1998 : 188) postulent que l'intention d'adopter ou non un comportement résulte directement d'une analyse systématique de deux types d'informations : la dimension attitudinale (ATT), qui peut se définir comme étant un sentiment général favorable ou défavorable envers le comportement, et la norme subjective (NS), qui est une prescription comportementale spécifique attribuée à un agent social général ou, concrètement, la perception de l'individu sur ce que les gens importants à ses yeux pensent du fait qu'il adopte ou non un comportement particulier. Les définitions qui suivent corroborent et confortent les premiers propos sur ces concepts. Le petit Robert définit l'attitude comme « ... un ensemble de jugements et de tendances qui pousse à un comportement ». En psychologie, pour M. Grozier et E. Friedberg (1977 : 463) l'attitude constitue « le pont entre les conduites observables des individus et la structure de valeurs non observable qui oriente celles-ci ». Les attitudes dépendent des résultats probables que l'individu attend du comportement à adopter. Quant à la norme subjective, J. Vallerand (1994 : 571-672) la rapproche au concept de l'influence sociale qui précise l'effet de la présence des autres et de leurs comportements comme source d'influence sur nos propres comportements. Pour l'auteur, les normes sont des attentes généralisées concernant le comportement adopté au cours d'un processus de socialisation. Elles sont des règles de conduite dictées par la société. Ce sont des modèles d'approbation ou de désapprobation sociale. Révisant la théorie de l'action raisonnée, Ajzen (1998 : 183) retient les variables attitudinales et normatives et y ajoute une troisième variable, la perception du contrôle sur le comportement (PCC), qu'il définit comme étant : « la croyance d'une personne concernant les ressources et les occasions dont elle dispose si elle tente de réaliser un comportement donné ». L'intention, l'attitude, la norme subjective et la perception de contrôle sont des variables impliquées dans la prédiction d'un comportement ; elles sont distinctes des croyances attitudinales, normatives et de contrôle qui en sont des mesures indirectes. Sachant que l'intention est une variable intermédiaire, ses trois antécédents trouvent leur source notamment dans les croyances. Ainsi, les effets de l'attitude, de la norme subjective et de la perception de contrôle sur le comportement sont déterminés par les croyances attitudinales, normatives et de contrôle. Aux croyances sur un objet, sont associées les caractéristiques, les qualités et les attributs de celui-ci. A une attitude positive envers un objet, sont associées des croyances positives, et inversement. La norme subjective sera positive pour l'individu si les croyances de l'environnement proche sur un comportement donné sont positives. De même, pour la perception de contrôle, elle sera positive si les divers

événements qui peuvent intervenir ne sont pas vus comme des contraintes empêchant ce comportement. Modèle de la formation de l'événement entrepreneurial On peut constater des rapprochements du modèle d'Ajzen avec celui de l'événement entrepreneurial de Shapero et Sokol (1982 : 72-90). En effet, le modèle de Shapero et Sokol, appelé aussi modèle des dimensions sociales de l'entrepreneuriat, aborde l'événement entrepreneurial en tant que voie professionnelle. Pour ces deux auteurs, le déclenchement de la création d'entreprise se caractérise par l'apparition de facteurs contextuels qui contribuent à précipiter la décision entrepreneuriale dans la trajectoire de la vie de l'entrepreneur potentiel. Ces événements ont été classés en trois groupes de facteurs : Les déplacements négatifs (négative déplacements) : divorce, licenciement, émigration, insatisfaction au travail, etc. Les déplacements positifs (positive pull) : famille, consommateur, etc. Les situations intermédiaires (between things): sortie de l'armée, de l'école, de prison. Cependant, à l'interface entre ces trois groupes de variables explicatifs du modèle et la variable à expliquer, les auteurs identifient deux groupes de variables intermédiaires : les perceptions de désirabilité et les perceptions de faisabilité qui sont le produit de l'environnement culturel, social et économique. En d'autres termes, pour que la décision entrepreneuriale soit prise, elle doit être perçue par l'entrepreneur potentiel comme désirable et faisable. La désirabilité est à rapprocher de l'attitude (élément personnel) et de la norme subjective (élément social). La faisabilité perçue renvoie au concept du contrôle perçu du modèle d'Ajzen. En effet, pour eux, « les facteurs sociaux et culturels qui interviennent dans la formation de l'événement entrepreneurial se manifestent à travers le système de valeurs de l'individu. Plus un système social accorde de la valeur à l'innovation, à la prise de risque, à l'autonomie, plus fortes seront les perceptions de désirabilité, et plus l'on verra des entreprises se créer » (SHAPERO, A., et SOKOL, L. 1982 : 72-90). Le système de valeurs se construit par l'influence de la famille, notamment les parents qui jouent le rôle le plus important dans la formation de la désirabilité. Ils soutiennent également que « les expériences antérieures, les échecs dans des aventures entrepreneuriales sont des facteurs qui renforcent les perceptions de désirabilité » (SHAPERO, A., et SOKOL, L. 1982 : 85). La faisabilité, quant à elle, se construit sur les perceptions des variables de soutien et d'aides de différente nature. Selon A. Shapero et L. Sokol (1982 : 86), la disponibilité des ressources financières influence directement la propension à entreprendre. En fin de compte, selon ces deux modèles, pour une émergence de l'esprit d'entreprendre chez les étudiants, l'entrepreneuriat devra être perçu par ces derniers comme un choix de carrière non seulement désirable mais aussi faisable. Si les attitudes et les aptitudes entrepreneuriales sont indispensables pour la faisabilité des projets d'affaires des étudiants, elles restent sans effet si en même temps ils perçoivent des obstacles insurmontables qui les compliquent et les rendent donc non désirables. La faisabilité exige des perceptions que les obstacles soient surmontables et que les ressources soient disponibles. En définitive, l'esprit d'entreprendre est une composante entrepreneuriale qui se situe en amont de la phase de création d'entreprise. En choisissant comme toile de fond à la problématique de l'esprit d'entreprendre le modèle de la formation de l'événement entrepreneurial de A. Shapero et L. Sokol et en l'approchant à la lumière de la théorie du comportement planifié (qui est une variante de la théorie de l'action raisonnée), on arrive au constat que pour comprendre l'esprit d'entreprendre qui sous-tend le comportement de création d'entreprise, il est primordial de décrire et d'analyser les attitudes associées à ce comportement, les normes subjectives et les perceptions du contrôle entrepreneurial, Il est question précisément

de décrire les actions qu'entreprennent les étudiants en vue de concrétiser leurs intentions ou leurs désirs (variables attitudinales), les motivations et les influences sociales qui les animent (variables de norme subjective) et les perceptions de leurs aptitudes et des ressources pour ce qui est de la faisabilité de leurs idées ou projets d'affaire (variables de perception). Ainsi, à la suite de programmes d'enseignement/formation suivis par les étudiants, l'on peut comprendre leur besoin de réussir au travers de ces modèles théoriques : La perception de la valeur de la création d'entreprise par les étudiants, c'est-à-dire leurs motivations d'entreprendre une activité de création d'entreprise ; La perception de la compétence des étudiants à créer une entreprise, c'est-à-dire leur capacité d'accomplir une activité de création d'entreprise ; La perception de la « contrôlabilité » de la création d'entreprise par les étudiants, c'est-à-dire le contrôle des étudiants sur le déroulement d'une activité de création d'entreprise. Modèle du constructivisme structuraliste de P. Bourdieu Etant donné que le présent travail ambitionne de cerner le potentiel entrepreneuriat à partir l'esprit d'entreprendre qui résulte des filières d'étude dans l'espace social universitaire, il se dégage que cette étude veut saisir aussi la perception de la transformation au passage des acteurs –étudiantes des conditions salariales vers le patronat à travers l'esprit d'entreprendre. Pour rappel, ce schéma théorique s'inscrit dans le cadre de l'approche constructiviste selon laquelle les réalités sociales sont appréhendés comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs (CORCUFF, P., 2007 : 16). Une telle grille de lecture apparait comme une construction ou une reconstruction des trajectoires des enquêtés. Elle a pris en charge, dans la présente étude, la dimension rétrospective qui décrit l'esprit d'entreprendre à partir des évènements de l'histoire entrepreneurial de l'étudiant. Dans cette perspective, grâce à ce modèle, l'enquête arrive à saisir les dispositions résultant de l'intériorisation de l'extériorité et de l'extériorisation de l'intériorité, c'est-à-dire de l'habitus des étudiants. Car, en effet, les agents sociaux ne créent pas les systèmes sociaux : ils les reproduisent ou les transforment, ils refabriquent ce qui est déjà fabriqué dans la continuité de leur praxis (GIDDENS, A., 1987 : 228). La suite de ce qui précède, noter pour l'essentiel, que la formation constitue un instrument de modelage, d'organisation des conduites notamment les conduites entrepreneuriales en opérant à quatre niveaux du processus d'ancrage déjà fustigés en son temps par W. DOISE (1983 : 12) : Le niveau intra individuel (habilités, motivation, caractère, connaissances, affectif, cognitif, volitif) Le niveau inter individuel (intro version, extraversion, sociophobie, sociabilité, genre, type de relation) Le niveau positionnel (influence du rang social et de la fonction par rapport au but) Le niveau idéologique (croyances, opinions, valeurs et normes des individus qui rendent possible la formation des attitudes un fait individuel). Les faits sociaux, dit-on, sont totaux et globaux à l'instar de l'entrepreneuriat qui est un phénomène composite et complexe. Il requiert une explication dans sa complexité c'est-à-dire celle qui tient compte, dans son approche de l'ensemble de niveaux précédemment indiqués. L'implication du seul paradigme sociologique au détriment du psychologique est due à certain conformisme des traditions de recherches occidentales et à la transmission par certains chercheurs d'un syllogisme que ROUQUETTE (2017 : 90) illustre comme suit : « il n'existe d'activité mentale qu'individuelle ; or, les représentations sont à l'évidence des activités mentales ; donc… ». Quant à la présente recherche, il aurait fallu procéder à un profond remaniement de notre approche pour traverser les champs territoriaux des savoirs en montrant que toute attitude tend vers en but (social). Car en effet, de par sa

définition, l'esprit d'entreprendre étant une attitude qui est reliée davantage à la prise d'initiative et à l'action (LEGER JARNIOU, cité par BRANCHET, 2009 : 3). APPROCHE METHODOLOGIQUE ET PRESENTATION DES RESULTATS Approche méthodologique L'objectif général de la présente recherche étant d'étudier les perceptions des étudiants sur l'offre des enseignements susceptibles de stimuler leur esprit d'entreprendre, cette démarche ne peut être validée que si les recherches de terrain touchent une large portion de la population concernée. D'autant plus que les représentations que se font les individus de la réalité sociale contribuent à sa compréhension et à son explication. De ce fait, il va falloir présenter les opinions des étudiants sur leurs dispositions à l'entrepreneuriat pour les analyser et les interpréter grâce aux instruments théoriques disponibilisés à cette occasion. - De l'univers d'enquête et des échantillons L'univers d'enquête est constitué essentiellement de deux types de populations : la population cible qui est un groupe de contrôle et la population de référence prise comme comparateur. La population cible ou de contrôle La population, de laquelle est tiré l'échantillon cible, est constituée d'un ensemble d'étudiants finalistes de deuxième cycle des filières des sciences sociales de l'université de Kinshasa. Les sujets qui la composent sont à quelques mois, voire à quelques semaines, de la fin de leurs études. Ceci a motivé ce choix, car ils sont dans la situation qui laisse supposer que leur perception de carrière est plus forte et permet de développer et renforcer le potentiel entrepreneurial, leur esprit d'entreprendre. Se fondant sur les similitudes entre ces groupes quasi homogènes, les échantillons ont été tirés à partir de leurs bases de sondage. Constitués par la technique de sondage aléatoire avec un tirage au sort simple sans remise, leur taille a été calculée selon la technique d'échantillonnage par intervalle de confiance de Taro Yamane (1967 : 886-887) avec un risque d'erreur admis inférieure à 5%. Ainsi, les échantillons sont de 41 étudiants de sociologie-anthropologie, de 120 étudiants de sciences poiltiques et administratives et de 171 étudiants des relations internationales. La population de référence (témoin) L'adoption de la démarche comparative amène à se référer à une autre population, externe, celle des étudiants des sciences économiques et de gestion ainsi que ceux de gestion des entreprises et organisation du travail. La stratégie comparative a pour objectif de mettre en regard deux contextes comportant quelques similitudes pour la mise en évidence d'éventuelles différences et les expliquer. Etant à la quête d'une homogénéité comparative, le critère distinctif par rapport à la population cible est le fait qu'elle vient des filières ayant le plus de cours à caractère entrepreneurial. D'après Roussel, P. (2004 : 255), l'échantillon tiré de cette population est qualifié d'échantillon de convenance dans la mesure ou toutes les personnes qui correspondent à la définition précise de la population étudiée pour créer un échantillon homogène au regard de critères clés ont été sélectionnées. Pour mieux rechercher une contingence au sein de chacun de deux univers sociaux semblables, la taille de l'échantillon témoin a été déterminée suivant la même technique d'intervalle de confiance, soit 308 étudiants. - Du questionnaire Selon Wacheux (2004 : 27), les études montrent que les individus appréhendent le sens plutôt dans l'ordinal que dans le métrique. Comme instrument de mesure des objectifs de recherche, l'élaboration du questionnaire s'est conformée à la méthode classique de développement des échelles pour questionnaire de Churchill. Le type de modalités de réponse s'étale sur un continuum allant tantôt de « tout à fait d'accord » à « tout à fait en désaccord », tantôt de « très fort » à « très faible », tantôt encore de « très probable » à « très improbable » ou enfin de « très facile » à « très difficile ». Quant au nombre d'échelons de l'échelle ou degrés proposé, c'est-à-dire le

nombre de possibilités de réponses données aux répondants, il s'élève à quatre modalités. Cette technique, indique Roussel (2004 : 247-253), permet au répondant de se situer par rapport à une affirmation au lieu d'être interrogé frontalement par rapport à ses choix personnels. L'ensemble du questionnaire compte certaines questions qui ont été numérotées par thème pour tenter d'atténuer l'effet du grand nombre qui pourrait éventuellement décourager les répondants. Les thèmes les plus importants sont la perception de désirabilité, la perception de faisabilité et le choix de carrières des enquêtés. - Du traitement des données WACHEUX F. (2004 : 21) soutient que les données qualitatives et quantitatives ne sont que des indices dans l'attente d'inférences causales, théoriques ou symboliques. Le traitement des résultats de l'enquête se fera à l'aide de la procédure statistique de khi-carré dans la mesure ou il est le test qui consiste à mettre en évidence le lien entre l'opinion des enquêtés et les filières d'étude. Lorsque les étudiants diffèrent significativement d'opinions par rapport à leurs filières d'étude, on calculera le coefficient de contingence de Cramer (C) pour juger le degré ou l'ampleur de cette dépendance. Les tests ne vont prendre en compte que les principales variables indépendantes dont les réponses, initialement en quatre points, ne seront regroupées qu'en deux, exceptionnellement en trois modalités : une positive et une autre négative ou une neutre. PRESENTATION DES RESULTATS Facteurs de désirabilité Les facteurs de désirabilité du projet de création d'entreprise sont des attitudes professionnelles positivées par les étudiants enquêtés, c'est-à-dire leurs motivations dans la création d'entreprise, Ils peuvent avoir une nature personnelle ou sociale. Eléments personnels Sécurité de l'emploi Les forts taux de sécurisation d'emploi effectivement exprimée, 85% pour les sociologues et anthropologues comme pour les politologues et 83% pour les étudiants en relations internationales ; soit un taux moyen de 84% pour l'ensemble des sciences sociales, confortent la tendance à admettre la peur des acteurs de se voir privé de leurs emplois, ce taux moyen est proche de celui exprimé par la population de référence, soit 89%. Etre autonome L'autonomie professionnelle signifie aussi « être son propre employeur ». Le désir exprimé par la majorité d'enquêtés d'être son propre patron montre à suffisance que ce facteur important compte parmi d'autres dans l'intention entrepreneuriale. En effet, l'opinion exprimée sur cette variable est élevée voire très élevée, en moyenne 79% de taux exprimés en sciences sociales contre 89% pour les autres comparateurs. Possibilité d'embaucher des proches En général, l'intention de créer une entreprise dans le but d'embaucher des proches est souvent relativisée. Même si certains ne résistent pas à l'idée de mettre dans le coup leurs proches, car force est de constater toutefois qu'en sciences sociales, 62% d'enquêtés s'inscrivent dans ce registre contre 57% chez les comparateurs. Prise de responsabilité La prise de responsabilité est également un des facteurs importants de l'intentionnalité entrepreneuriale. Une grande majorité d'étudiants des sciences sociales, soit 81%, estiment que la prise de responsabilité est capitale. De même chez les étudiants qui sont dans la catégorie de comparateurs, ce facteur est très valorisé par 69% d'enquêtés. Moyen de rechercher du temps libre Quelles que soient les méthodes de participation des travailleurs à l'entreprise que l'on développe, celles-ci auront souvent, si pas toujours, pour limite la participation conditionnelle qui résulte de leurs conditions d'emploi. Car, en effet, le travailleur est rémunéré en fonction du temps qu'il passe dans l'entreprise, pour sa subordination à celle-ci. Pour résister à ce système, la recherche de temps libre exprimée dans l'intention entrepreneuriale des enquêtés des sciences sociales comme d'ailleurs en sciences de référence, soit 63% en moyenne, peut être compris à travers cette grille de

lecture. Gain d'argent Dans le régime capitaliste, c'est le salaire qui définit les rapports sociaux de travail, li en est le leitmotiv. La majorité d'enquêtés trouvent dans la création d'entreprise un moyen pour le gain d'argent, 86% d'étudiants des sciences sociales ont manifesté un tel intérêt. Même chez les minorités qui n'en marquent pas la priorité, aucun clivage n'est constaté. Réalisation de soi Le taux de motivation le plus élevé dans l'argument avancé par les enquêtés sur la réalisation de soi comme motivation à la création d'entreprise est exprimé par les étudiants des sciences politiques et administratives, soit 67% d'intentions exprimées contre 64% et 65% des étudiants respectifs des relations internationales et de sociologie-anthropologie. Le taux moyen exprimé en sciences sociales est de 65% contre 63% exprimé par la population de référence. Quête de pouvoir La quête de pouvoir n'est pas moins valorisée que d'autres facteurs de motivation dans la création d'entreprise. Seule une minorité de 15% et 11% respectivement des sociologues-anthropologues pour la première indication, des politologues ainsi que des relationnistes pour la deuxième indication sont moins concernés par ce choix. Cela n'a pas suffi pour le basculement de la quête de pouvoir en sciences sociales. Relever un défi En entrepreneuriat, le défi se relève souvent dans l'innovation. Plusieurs enquêtés sont obstinés à apporter des changements à travers les entreprises qu'ils mettent en place. Ainsi, les pics les plus faibles sont trouvés, d'après les résultats obtenus, auprès des sociologues anthropologues et relationnistes, respectivement 4% et 5%, puis 8% pour les politologues. Servir la collectivité La collectivité est également mise en avant plan dans l'intention de création d'une entreprise. En effet, l'intention entrepreneuriale des enquêtés pour servir leur collectivité n'est jamais tombée en dessous de 90% qu'ils soient des sociologie-anthropologie, des sciences politiques et administratives ou des relations internationales. Cette tendance s'est poursuivie avec pratiquement la même ampleur chez les comparateurs. Eléments sociaux A. Modèle d'entrepreneur Présence d'entrepreneur à imiter La ventilation des taux des réponses des ceux qui ont un modèle d'entrepreneur accuse l'unanimité chez tous les étudiants quelles que soient les filières d'étude. Chaque enquêté a au moins un entrepreneur qu'il estime et qu'il prend comme modèle, bon à imiter. Type de relation avec le modèle Très peu d'enquêtés ont un modèle dans leur propre entourage. En général, la majorité des étudiants, 69%, portent leur estime aux entrepreneurs avec lesquels ils n'ont aucune relation particulière et qu'ils ont découvert grâce aux médias ou par d'autres canaux informationnels. B. Difficultés liés aux approvisionnements Les arguments avancés par les étudiants enquêtés sur les difficultés liées aux approvisionnements divergent selon l'appartenance aux différentes filières d'étude. Ainsi, les arguments les plus avancés par les étudiants des sciences sociales sont pessimistes alors que ceux des étudiants issus de la population de référence sont plutôt optimistes. Ces opinions majoritaires sont presque diamétralement opposées, 81% contre 80%. C'est clairement au niveau interne des sciences sociales que les points de vue les plus consensuels sont observés, même si en même temps les sciences politiques et administratives se démarquent légèrement de ce point de vue général. C. Tracasseries administratives comme obstacles aux affaires C'est sans surprise qu'aucun type de filière d'étude ne prend significativement le dessus sur les autres à propos de tracasseries administratives comme obstacle aux affaires en République Démocratique du Congo. Toutefois, la perception des étudiants sur cette question montre que c'est en sociologie-anthropologie ou l'on trouve les opinions des étudiants les moins pessimistes avec 90% d'avis défavorables, suivi des sciences politiques et administratives, 93% et enfin les relations internationales, 94%. Le pessimisme qu'affichent les étudiants des

sciences sociales sur les tracasseries administratives comme obstacle aux affaires en République Démocratique du Congo est aussi partagé par ceux des sciences de référence. II est pratiquement du même ordre dans les deux cas, soit 93% en sciences sociales contre 96%. D. Difficultés à réunir des fonds de proximité Au-delà des difficultés liées aux approvisionnements, l'analyse qui marque celles de la réunification des fonds de proximité est proposée aussi. Les avis des enquêtés sont mitigés sur cette question. Globalement les arguments relativement minoritaires des étudiants optimistes des sciences sociales ne dépassent que de 4% ceux des sciences de référence, soit 44% contre 40%. E. Difficultés à obtenir un financement bancaire Quelles que soient les filières d'étude, une grande proportion d'étudiants estime qu'il n'est pas facile d'obtenir un financement bancaire en RDC. Cet avis est partagé notamment par 73% d'enquêtés des sciences sociales contre 65% d'étudiants des sciences de référence. Tous les khi-carrés calculés en rapport avec ces catégories (les facteurs de désirabilité) ont montré que les opinions des étudiants n'étaient pas influencées par la fluctuation de l'échantillonnage. Lorsqu'elles l'étaient, l'ampleur de la dépendance était très marginale. La situation de création d'entreprise contre 10% seulement d'autres filières d'études mises en comparaison. La faisabilité d'une création d'entreprise renvoie ici aux occasions ou ressources dont on dispose pour réaliser et atteindre un objectif. Identification d'opportunité L'utilité sociale d'une filière de formation constitue un facteur important qui facilite l'identification des opportunités de création d'entreprises. Cherchant à comprendre les opportunités qu'offrent certaines disciplines aux yeux des étudiants qui en font partie, force est de constater qu'aussi bien en sociologie-anthropologie, en sciences politiques et administratives qu'en relations internationales, l'opinion sur la faculté d'identification des opportunités est en général inversement proportionnelle à celle des étudiants des sciences de référence. En sciences sociales celle faculté pour la grande proportion est faible voire très faible soit, 68%, alors qu'elle n'est que de 17% chez les étudiants de référence pour la même échelle aux mêmes points d'observation. Ce qui signifie que ces derniers ont une capacité d'identification des opportunités au-dessus de la moyenne exprimée par 83% d'enquêtés. Contrôle de la situation de création d'entreprise Le contrôle des paramètres de création d'entreprise est rendu par les résultats qui suivent, Il apparait que la majorité d'étudiants en sciences sociales, soit 82%, n'ont aucun contrôle ou peu de contrôle sur la situation de création d'entreprise contre 10% seulement d'autres filières d'études mises en comparaison. Capacité perçue de réunir les informations des futurs concurrents En examinant la variation des taux des opinions sur la capacité des étudiants de réunir les informations des futurs concurrents au niveau de la fluctuation de l'échantillonnage, il apparait pratiquement une égale distribution de ces taux dans chaque secteur d'étude des sciences sociales. Néanmoins, les étudiants des sciences politiques et administratives viennent en première position avec 38% d'avis optimistes, ceux de sociologie-anthropologie en deuxième position avec 35% et les étudiants des relations internationales en troisième position avec 22% d'avis non pessimistes. Celle tendance se renverse carrément lorsqu'il s'agit des opinions des étudiants de filières en comparaison. Capacité perçue de réunir des informations des futurs clients En ce qui concerne la variation des taux de distributions des opinions sur la capacité des étudiants à réunir les informations des clients, elle suit la même tendance que pour la capacité de réunir les informations des concurrents. Toutefois, l'ordre des minorités des avis optimistes a été renversé commençant par les relations internationales en premier avec 47%, la sociologieanthropologie en second lieu avec 39% ex aequo avec les

sciences politiques et administratives qui ont également 39% d'opinion. Capacité de management des ressources humaines Les ressources humaines semblent être le facteur le mieux maîtrisé en sciences sociales, particulièrement par les sciences politiques et administratives comme le montre les résultats ci-dessous. Les enquêtés de ce département ont, dans la grande proportion, exprimé une opinion optimiste sur cette question, soit 67%, égalant de peu celle des étudiants des sciences de référence, 72%. Cependant les étudiants de sociologie-anthropologie ainsi que ceux des relations internationales ne se sentent pas aussi outillés que les autres enquêtés car la majorité a exprimé un avis pessimiste, soit respectivement 75% et 80%. Difficultés de formalisation d'un projet de création d'entreprise Pris individuellement, secteur de formation par secteur de formation, au niveau des sciences sociales, seules les étudiants des sciences politiques et administratives, dans leur majorité, 70%, estiment avoir une capacité de formalisation d'un projet de création d'entreprise. La grande proportion des autres secteurs de formation ont émis une opinion pessimiste en l'occurrence les étudiants de sociologie anthropologie, 65% et ceux des relations internationales, 81%. Il en résulte que globalement, les étudiants de référence ont majoritairement opinion positive au contraire de leurs collègues des sciences sociales, soit 86% contre seulement 39%. Echec dû au déficit de formation aux affaires Cherchant à comprendre la perception des enquêtés sur d'éventuels échecs dus au déficit de formation aux affaires, il se dégage que la probabilité d'une telle éventualité est confirmée chez la majorité d'étudiants des sciences sociales enquêtés, soit 84% contre 11% seulement chez ceux de comparaison. En même temps les avis se renversent complètement pour ceux qui ont réfuté celle éventualité, soit 16% contre 89%. Insuffisance de formation en gestion des entreprises En termes de proportions d'insuffisance de formation en gestion des entreprises exprimées, il y a lieu de constater que la majorité d'étudiants des sciences sociales estiment qu'elle peut constituer une cause éventuelle d'échec d'entreprise après création. Ils sont 80% ayant exprimé cette opinion contre 4% seulement en sciences de référence. A contrario, ceux qui réfutent un tel avis sont très minoritaires en sciences sociales qu'en sciences de référence, soit 14% contre 96%. La perception de réussite de l'entreprise Quant à la distribution des taux de la perception de réussite de l'entreprise en référence à la formation reçue, les étudiants des sciences sociales ont émis une opinion très pessimiste. La majorité d'entre eux estiment que s'ils créent une entreprise, sa chance de survie serait faible ou très faible, soit 82%. Pourtant à l'inverse, 4% seulement d'étudiants d'autres filières de comparaison ont cet avis. Par ces résultats, on distingue clairement que les types de filières commencent à avoir un impact significatif sur la capacité perçue des étudiants à réaliser les tâches proposées car les khi-carrés calculés sont restés supérieurs aux khi-carrés tabulaires. Les facteurs relatifs à cet axe de faisabilité indiquent que les étudiants seront capables de résoudre les problématiques techniques qui vont se poser et les rendent à jamais très confiants dans la mise en œuvre d'une stratégie planifiée adéquate pour faire face à une situation à venir afin d'obtenir des résultats escomptés. Choix de carrière Aspiration à la carrière d'entrepreneur L'aspiration à la carrière de création d'entreprise serait certainement guidée par la chance que les enquêtés se donnent pour réussir dans cette voie compte tenu des outils techniques dont ils disposent. Indistinctement de leur formation des sciences sociales, les étudiants en majorité sont moins disposés à suivre la voie entrepreneuriale. Cependant, les étudiants des relations internationales sont les plus réticents dans la création d'entreprise, soit 81%. A l'opposé, c'est sans surprise que les étudiants qui sont techniquement mieux outillés de par la formation

reçue sont majoritairement ambitieux pour la création d'entreprise, Ils sont 75% et appartiennent aux sciences économiques, aux sciences de gestion, à la gestion des entreprises et organisation du travail. Aspiration à la carrière salariale En réalité la question traitée ici reste la même que celle précédemment examinée ci-dessus mais posée en des termes différents. Ainsi, comparativement à cette variable, même si des différences mineures apparaissent, la structure tendancielle est plutôt pour l'essentiel bien conservée, ce qui augure un caractère confirmatoire des premières données collectées. La ventilation des taux des réponses des étudiants des sciences sociales qui penchent leur aspiration vers une carrière salariale accuse des taux moyens majoritaires dans tous les départements de cette faculté. Cependant, la plus forte aspiration de cette perspective revient aux étudiants des relations internationales avec un taux de 83%. Ceux de sociologie-anthropologie et des sciences politiques et administratives sont respectivement 66% et 65% à vouloir suivre la voie salariale. Choix entre entrepreneur et salarié Ici également, l'insistance sur cette question n'est pas fortuite. Il poursuit le même objectif tel qu'expliqué ci-dessus, celui de voir le changement éventuel d'attitude des enquêtés face au choix de carrière qui s'offre à eux. Cependant, les étudiants des sciences sociales sont moins portés à l'objectif de la création d'entreprise, 19%, que ceux des sciences de référence, 62% mais plus hésitants ou indécis, 15% contre 13%. En revanche, lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la perspective d'une carrière salariale, ils sont les plus portés à cette option, 42% contre 13% et les plus hésitants également, 24% contre 12%. CONCLUSION ET DISCUSSION DES RESULTATS A l'issue de l'analyse des données recueillies sur le terrain, il est apparu qu'il y a inadéquation ou incohérence entre les programmes des cours en sciences sociales et le développement de l'esprit d'entreprendre. Les filières d'étude ont un impact différencié sur la nature des croyances entrepreneuriales, moins significatives en sciences sociales qu'en sciences économiques, de gestion et organisation du travail. Les facteurs structurants de l'esprit d'entreprendre montrent comment il est constitué et indiquent les facteurs qui le déterminent. Ainsi, l'esprit d'entreprendre se constitue autour des perceptions de désirabilité (perceptions attitudinales et normatives), de faisabilité (perception de contrôle) et des choix de carrière professionnelle qui peuvent rapprocher ou au contraire, éloigner les étudiants de l'entrepreneuriat. Ces choix de carrière viennent renforcer la conviction des enquêtés des difficultés ou des facilités qu'ils ont en matière de création d'entreprise. Ils ont été conséquents de leurs capacités perçues en évitant de s'engager dans une voie qu'ils ne maîtrisent pas ou au contraire en s'y engageant lorsqu'ils se sentent capables de l'affronter. Ces résultats montrent que le capital économique, le capital social ou le capital culturel sont des facteurs qui déterminent la trajectoire professionnelle des individus. Mais, malgré la différence des programmes des cours, l'intensité de corrélation entre l'opinion et la fluctuation de l'échantillonnage n'a jamais franchi le seuil de 62%. En d'autres termes, cette dépendance est plutôt restée modérée si l'on s'en tient à l'échelle d'interprétation des corrélations suivante (LUHAHI A NIAMA LUHAHI, 2011-2012 : 75) : C ou r moins de 20 = corrélation très faible (négligeable) C ou r entre 20 et 39 =corrélation faible C ou r entre 40 et 69 = corrélation modérée (moyenne) - C ou r entre 70 et 89 = corrélation élevée C ou r entre 90 et 100 = corrélation très élevée. Tel est le contexte et surtout l'ancrage psychosociologique pour expliquer l'inadéquation entre programme de cours et l'esprit d'entreprendre ou la faiblesse du potentiel entrepreneurial chez les jeunes Congolais diplômés des Sciences sociales. Ainsi pour avoir un impact significatif sur l'esprit d'entreprendre chez les

étudiants en sciences sociales, cette inadéquation devrait profiter d'une résorption dans des ajustements des programmes de cours et se fonder sur l'essor complémentaire de l'entrepreneuriat. C'est le souhait formulé par l'ensemble d'étudiants soumis à cette enquête en sciences sociales. Pour eux, il faut notamment instaurer un programme entrepreneurial dans toutes les filières d'études des universités congolaises tout en organisant des programmes d'appui extra académiques du genre incubateur d'entreprises pour mieux les rendre déterminants à l'entrepreneuriat. Bien que constatés et confirmés dans la présente étude, la propension des étudiants des sciences économiques, de gestion et de l'organisation du travail à créer des entreprises ou, au contraire, le faible effet des sciences sociales sur le potentiel entrepreneurial ne se sont pas accompagnés d'un prolongement de recherche vers les personnes actives afin de vérifier la concrétisation de cette prédiction. Il va falloir prendre en compte la vérification de cette hypothèse dans les prochaines enquêtes. Bibliographie AJZEN, Attitudes, personnality and behovior, Dorsey Press, Chicago, 1988. Alter, N., 2012. La force de la différence, itinéraires des patrons atypiques, PUF, Paris. AUTO, E., KEELY, R.H., & KLOFSTEN, M., 1997. « Entrepreneurial intentamong students: testing an intent model in Asia, Scanavia and USA », in Frontiers of entre preneurship research, Babscin college. BONGELI Yeikelo Ya Ato, E., 2015. Education en République Démocratique du Con go, fabrique de cerveaux inutiles ? L'Harmattan, Paris. BOUCHARD-d'amour, M., & GASSE, Y., 1989. « Profil et cheminement de carrière des participants au programme « jeunes entreprises » », in Revue P.M.O., n°2, vol. 4. BRANCHET, B., CASAGRANDE, A., ARLOTTE, J., et Alu, Juin 2009. Esprit d'entreprendre chez les étudiants : un faible effet de la formation. AIMS, Grenoble. BUMBA Monga Ngoy, 2014. La formation à l'auto-emploi, éditions U.A., Kinshasa. CLEMENÇOT, J., mai 2016. « L'entrepreneuriat, arme antichômage ? », in Jeune Afrique, n° 2885-2886. CROZIER, M., et Friedberg, E., L'acteur et le système, éditions du Seuil, Paris, 1977. FAYOLLE, A., 2017. Entrepreneuriat : apprendre à entreprendre, Dunod. FISHBEIN et AJZEN, I., Relief, attitude, intention and behavior: an introduction to theory and research, Reacling, MA: Addison- wesley, 1975. JAMET, M-, 1991. Le sport dans la société : entre raison(s) et passion (s), L'Harmattan, Paris. LUHAHI A Niama Luhahi, 2011-2012. Cours de statistique, université de Kinshasa. MASAKI Ngungu, S.B., 2005. « Solidarité et lutte contre la pauvreté chez les exclus du marché de l'emploi de Kinshasa », in Revue de la FASE, n°7, UPC. MUAYLLA Kabibu, H., 2004. « Evaluation de la pauvreté dans les milieux périurbains de Kinshasa », in Revue FASE, n° 6, EDUPC, Université protestante au Congo. OVENEKE Kinga, J., 2004. « Contraintes dans le domaine de la création d'entreprises et comportement de gestion des entrepreneurs Congolais », in Revue FASE, n°6, université protestante au Congo. ROCHER, G., 1968. Introduction â la sociologie générale : l'organisation sociale, édition HMM, vol. 2, France. ROUSSEL, P., 2004. « Méthodes de développement d'échelles pour questionnaire d'enquête », in (sous la direction de) ROUSSEL, P., et WACHEUX, F., 2004. Management des ressources humaines : Méthodes de recherche en sciences humaines et sociales, De Boeck, Bruxelles. SHAPERO, A., et SOKOL, L., 1982. «fle social dimensions of entrepreneurship », in Encyclopedia of entrepreneurship, chap IV, Englewood cliifs: Prentice Hall. SILUMPUNISA, N., 2017. Perspectives entrepreneuriales à la fin des études en sciences sociales comparativement à celles des sciences économiques, de gestion et de l'organisation du travail à l'UNIKIN, thèse de sociologie, UNIKIN, FASSAP, Kinshasa. TARO Yamane, 1967. Statistics, an introductory analysis, Harper and Row, New York. VALLERAND, R-J, 1994. Les fondements de la psychologie sociale, Gaètan Morin, SL.